

Caisse Primaire d'Assurance  
Maladie des Yvelines  
Secteur Assurances et Marchés

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE SERVICES

# LOCATION DE PLACES DE PARKING COUVERT A SAINT QUENTIN EN YVELINES







## Cahier des clauses particulières (CCP)

Consultation n° 2024.78.3.1.1.024.00.00.00





## SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS.....	3
2. OBJET DU CONTRAT .....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT .....	4
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	4
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	4
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	6
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	8
8. BON DE COMMANDE ET CONDITIONS D'EXECUTION.....	11
9. CONFIDENTIALITE.....	11
10. LITIGE ET SANCTIONS.....	13
11. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	13
12. ASSURANCES .....	14
13. SOUS-TRAITANCE.....	14
14. FIN DU CONTRAT .....	14

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Location de places de parking couvert à Saint Quentin en Yvelines
	Acheteur	Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines
	Type de contrat	Accord cadre à bons de commandes
	Lieu d'exécution	Yvelines
	Durée	Jusqu'à la notification de l'offre
	Nature des prix	Prix unitaire

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG FCS du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

Le présent marché a pour objet la location de places de parking couverte à Saint-Quentin en Yvelines.

Ces places seront réservées exclusivement au personnel de la CPAM des Yvelines.

### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG FCS (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

### 2.1. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines**, représenté par Cécile ALOMAR Madame la Directrice Générale.

#### Adresse et coordonnées :

Secteur Assurances et Marchés  
CPAM des Yvelines  
92 Avenue de Paris  
78000 Versailles  
Téléphone : 01 39 20 33 19  
Courriel : sam.marches.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le

représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **l'accord cadre à bons de commandes sans minimum et avec un maximum fixé à 142 000 € HT.**

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un marché de **services**.

### 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et pourra être reconduit tacitement tous les ans, sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans. En cas de non reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire deux mois avant la fin de la période en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception, la non reconduction du marché.

La notification du marché et des informations seront valablement réalisées par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception, qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de notification.

Le délai d'exécution des prestations est fixé à 72h00 (hors dimanche et jours fériés) à compter de la réception des badges d'accès, ceci prescrivant le commencement de la prestation.

Après traitement de chaque bon de commande, le Titulaire transmettra sous 24h à l'Organisme, les modalités de retrait du badge (heure / date). L'Organisme est responsable de la distribution des badges qui ne sont pas nominatif. Aucune information personnelle concernant les utilisateurs ne sera transmise au Titulaire.

### 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

#### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

#### ■ Variation des prix :

Le marché est traité à prix unitaire ferme pour la première année. Pour les années suivantes, le titulaire transmettra la grille tarifaire « Public » au minimum 15 jours avant la date d'anniversaire du marché.

#### ■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### ■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

### **5.2. Conditions de paiement**

#### ■ **Avance :**

Il n'est pas prévu d'avance.

#### ■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

#### ■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM des Yvelines informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM des Yvelines en tant que destinataire de la facture : 323532267 00057

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>

l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

#### ■ Périodicité des paiements :

Une facture sera adressée à l'Organisme une fois par an, en début de chaque année civile.

#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Définition et conditions de réalisation des prestations

**Parc de stationnement** : un parc de stationnement est un emplacement qui permet le remisage des véhicules automobiles et de leurs remorques en dehors de la voie publique, à l'exclusion de toute autre activité.

**Texte en vigueur** : L'exploitation et l'entretien des parcs doivent respecter les dispositions législatives et réglementaires afférentes à ce type d'activités : en particulier la loi relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, la loi relative à la mise aux normes et entretien des ascenseurs, et l'arrêté du 9 mai 2006 relatif à la sécurité des établissements recevant du public, catégorie parcs de stationnement.

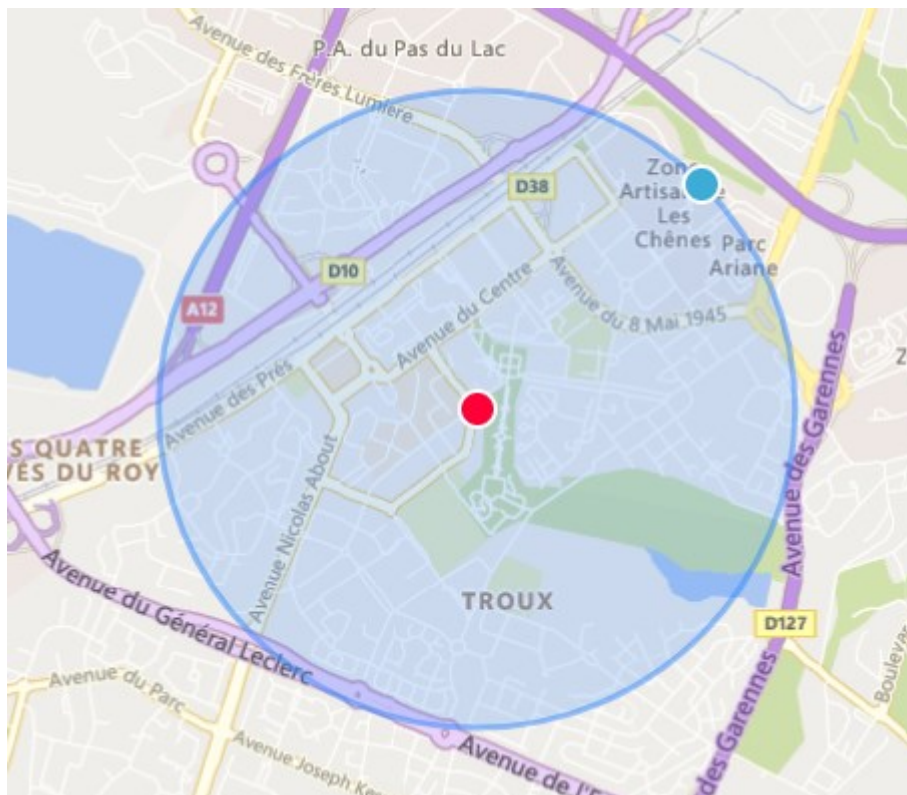
Pour les dispositions techniques, le prestataire se réfère aux instructions ministérielles, relatives aux parcs de stationnements couverts.

## 6.2. Nature des prestations

Compte tenu de la nécessité de faire stationner une partie des véhicules de son personnel travaillant sur son site de Saint-Quentin en Yvelines, La CPAM des Yvelines souhaite recourir à un abonnement locatif de places de stationnement au sein d'un parking couvert, auprès d'un titulaire spécialisé dans ce domaine d'activité.

Ce parking couvert devra se trouver dans un périmètre de 1km autour de l'adresse suivante :

- 33-37 Boulevard Vauban 78280 GUYANCOURT



Le parking devra se situer dans le rayon ci-dessus.

## 6.3. Caractéristiques des prestations

Le candidat devra proposer dans son offre des prestations conformes à la réglementation en vigueur et aux attentes de l'Organisme, à savoir :

- Respect de la réglementation en vigueur concernant le type de prestation attendue ;
- Mises à disposition permanente de places de parking pour les agents de la CPAM 78,

- Les agents de la CPAM auront la possibilité de stationner leurs véhicules dans l'ensemble de parc de stationnement du titulaire (pas de place ou de zone matérialisée CPAM) :
- La remise des coordonnées du responsable de la gestion du parking à chaque agent;
- L'Organisme vérifiera annuellement que les véhicules de ses utilisateurs bénéficient d'une assurance en cours de validité;
- Accès : Entrée : du lundi au samedi de 7 heures à 19 heures / Sortie : du lundi au samedi (24 heures sur 24).

Toutefois, le prestataire pourra proposer à l'Organisme d'autres horaires d'ouverture sans toutefois que ces derniers ne soient incompatibles avec les horaires de travail des agents de la CPAM.

#### 6.4. Vérification des prestations

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au marché.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au marché.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du



contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du marché, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le marché est susceptible d'être résilié.

#### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 7.2. Obligations liées à la sécurité

### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## 8. BON DE COMMANDE ET CONDITIONS D'EXECUTION

---

En application de l'article 3.7 du CCAG, Les bons de commande / ordres de service sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Le titulaire se conforme aux bons de commande et/ou ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Les bons de commande/ordre de service sont transmis au titulaire selon un procédé convenu entre le titulaire et le service des achats après la notification du marché.

Ce procédé doit permettre de donner date certaine à l'envoi et à la réception.

En application de l'article 3.7.1 du CCAG, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande / ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier en signature du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Le Titulaire se conforme aux bons de commande / ordre de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

## 9. CONFIDENTIALITE

---

En complément et par dérogation à l'article 5.2 du CCAG applicable au présent marché, chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles ;
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat ;
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat ;
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat ;
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie ;
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission ;
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat ;
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction ;
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

## 10. LITIGE ET SANCTIONS

---

### ■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal judiciaire de Versailles  
5 Place André Mignot  
Versailles  
78011 Versailles CEDEX

Téléphone : 01 39 07 39 07  
Courriel : [tgi-versailles@justice.fr](mailto:tgi-versailles@justice.fr)  
Site internet : <https://www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-versailles>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 11. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

---

En application de l'article 7 du CCAG, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservations du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le titulaire devra mettre en avant une politique d'économie d'énergie.

## 12. ASSURANCES

---

En application de l'article 9 du CCAG, le titulaire du marché doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 13. SOUS-TRAITANCE

---

Toute sous-traitance, quelque soit son rang, doit faire l'objet d'une déclaration et d'une demande d'agrément auprès du maître d'ouvrage par le titulaire du marché dans les conditions définies ci-dessous.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment de l'offre, l'acte d'engagement sera accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement pour les sous-traitants désignés au marché.

Le candidat devra indiquer le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

En cas de déclaration de sous-traitance postérieure à la notification du marché, l'entrepreneur est tenu de communiquer l'acte spécial de sous-traitance au plus tard trois (3) semaines avant l'intervention du sous-traitant.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation valable du sous-traitant et des conditions de paiement, expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 32.1 du C.C.A.G Fournitures courantes et services.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci lui en fait la demande dans les 15 jours après avoir été mis en demeure de le faire.

Le sous-traitant qui confie à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé est tenu de lui délivrer une caution ou une délégation de paiement obtenue auprès d'un établissement qualifié. Il appartient au titulaire du marché de fournir la justification de la fourniture de la caution en l'absence d'une délégation de paiement.

Cette demande s'accompagnera de l'acte spécial dûment complété, des pièces administratives et fiscales et, éventuellement, de celles justifiant de la capacité du sous-traitant à effectuer les travaux ainsi que de la demande d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ainsi qu'à l'Organisme conformément aux dispositions de l'article R.2192-22 du code de la commande publique.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, et, d'autre part, à l'Organisme, faute de quoi celle-ci devra payer la somme réclamée par le sous-traitant à ce dernier.

L'Organisme procède au paiement du sous-traitant dans le délai maximum de 45 jours.

Ce délai court à compter de la réception par l'Organisme de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement, ou de l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Organisme de l'avis postal mentionné à l'article L.2192-22 du code de la commande publique.

L'Organisme informera le titulaire des paiements qu'elle versera au sous-traitant.

## 14. FIN DU CONTRAT

### ■ Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

### ■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

### ■ Utilisation des résultats de l'étude :

Les droits d'exploitation sur les résultats sont cédés à l'acheteur à titre exclusif dans les conditions de l'article B.25 du CCAG PI.

Celui-ci peut donc les exploiter librement dans le respect des droits moraux de l'auteur.

### ■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

### Liste des dérogations au CCAG FCS :

La rubrique *confidentialité* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 5.2 du CCAG FCS